

Baromètre PME/ETI – 2^{ème} édition Octobre 2014

Méthodologie et échantillon

Mode de recueil

- Sondage envoyé par mailing auprès de nos adhérents, et des membres d'entités partenaires

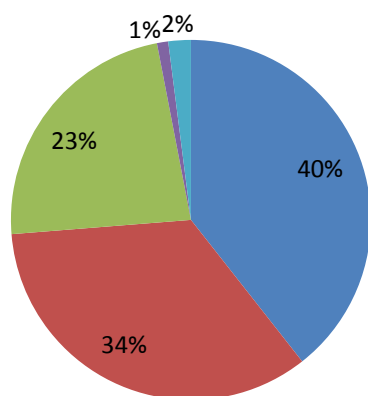
Echantillon

- 94 entreprises du numérique

Secteur d'activité de l'entreprise¹

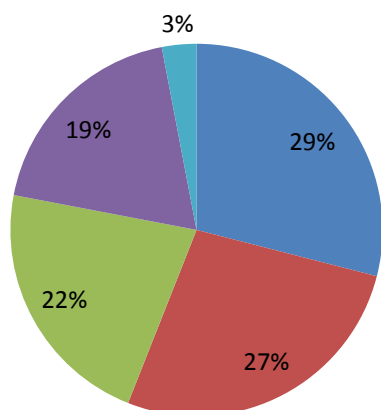
- Editeurs de logiciels : 43%
- ESN² : 49%
- Conseil en technologie : 4%
- Autres (Jeux Vidéos/Pure Player) : 4%

Taille des sociétés : essentiellement des PME et des TPE (92%)



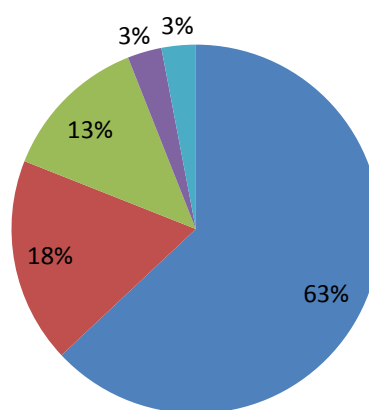
- Entre 50 et 249 salariés
- Entre 10 et 49 salariés
- Moins de 10 salariés
- Entre 500 et 4 999 salariés
- Entre 250 et 499 salariés

Chiffre d'affaires global



- Moins de 1M€
- Entre 10 et 30 M€
- Entre 3 et 10 M€
- Entre 1 et 3 M€
- 30 M€ et plus

Date de création de l'entreprise



- Plus de 10 ans
- De 5 à 10 ans
- De 2 à 5 ans
- De 1 à 2 ans
- Moins d'un an

¹ Plusieurs réponses possibles

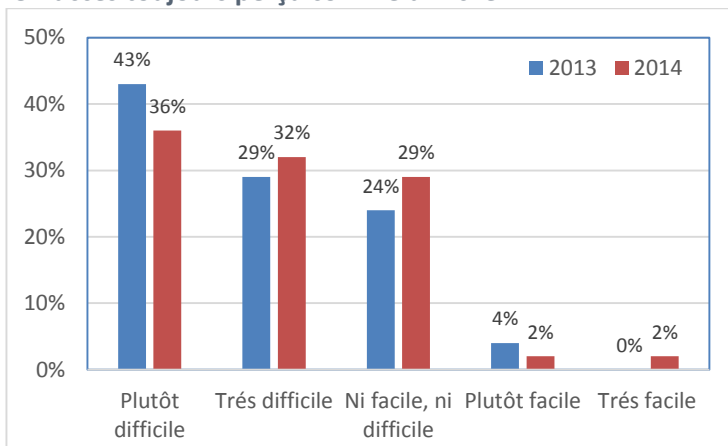
² ESN : Entreprise de Services du Numérique (Ex SSII)

Entreprises du numérique et marchés publics, des difficultés toujours persistantes

Un intérêt constant pour les marchés publics

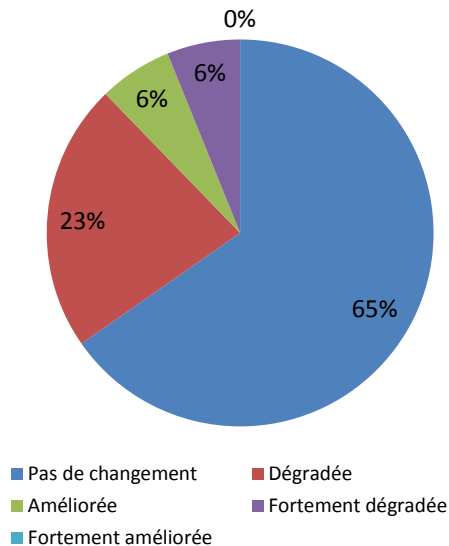
- 70% du panel se déclare intéressé par les marchés publics³
- 73% envisagent de répondre davantage aux appels d'offres des marchés publics⁴
- Les marchés publics représentent moins de 10% du CA pour 56% des entreprises interrogées
- Les ESN sont les plus intéressées (74% contre 65% pour les éditeurs), mais également les plus sévères

Un accès toujours perçu comme difficile⁵

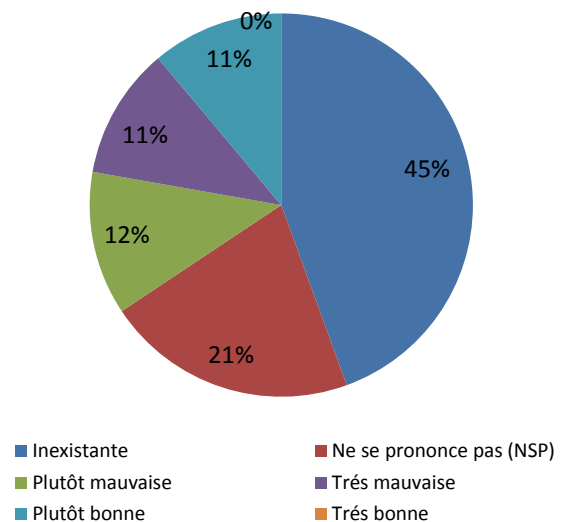


- 68% des entreprises interrogées jugent difficile l'accès marchés publics
- 79% des ESN jugent cet accès difficile contre 58% chez les éditeurs
- 96% des entreprises interrogées jugent les procédures d'appels d'offres publics plutôt ou très complexes, 92% en 2013⁶

En 2013, pas de changement notable constaté⁷



Une action de l'Etat non perceptible⁸



³ Base : tous. « Avez-vous ou êtes-vous intéressés par des marchés publics ? »

⁴ Base : uniquement les entreprises déclarant avoir ou être intéressées par les marchés publics. « Envisagez-vous de répondre davantage aux appels d'offres des marchés publics ? »

⁵ Base : uniquement les entreprises déclarant avoir ou être intéressées par les marchés publics. « Quel est votre jugement sur l'accès aux marchés publics ? »

⁶ Base : uniquement les entreprises déclarant avoir ou être intéressées par les marchés publics « Comment jugez-vous les procédures d'appels d'offres publics ? »

⁷ Base : uniquement les entreprises déclarant avoir ou être intéressées par les marchés publics « En 2013, avez-vous constaté une évolution de la situation dans l'accès aux marchés publics ? »

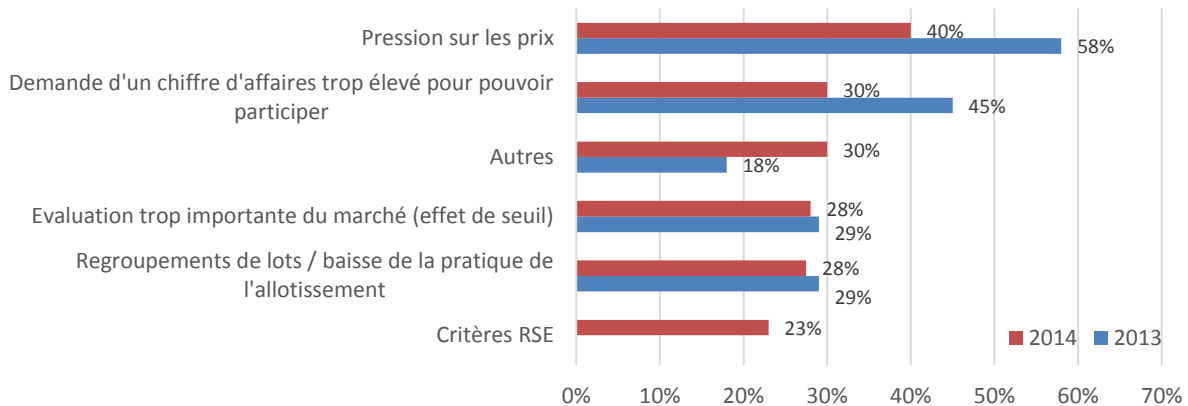
⁸ Base : uniquement les entreprises déclarant avoir ou être intéressées par les marchés publics « Quel est votre jugement sur l'action de l'Etat en ce domaine ? »

Une perception toujours négative des marchés publics

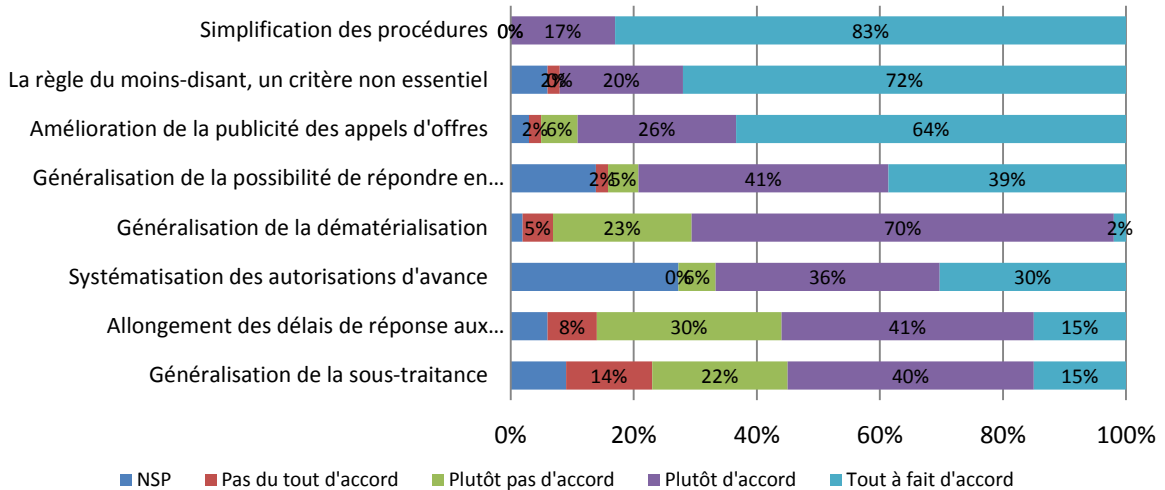
- 53% des entreprises déclarent avoir confiance dans les procédures des marchés publics⁹ en 2014, 52% en 2013 - 41% seulement des ESN
- 53% des entreprises jugent les appels d'offres partiiaux¹⁰, 57% en 2013 - 58% des éditeurs
- Seules 8% des entreprises ont un jugement positif sur les acheteurs publics, même chiffre que l'année passée¹¹

Des pratiques inappropriées à un niveau élevé, mais une amélioration perceptible

- 55% des entreprises déclarent avoir constaté des pratiques inappropriées de la part des services d'achats d'entités ou d'administrations publiques¹², 54% en 2013
- Fort recul de la pression sur les prix en 2014, 40% contre 58% en 2013



Les pistes d'amélioration pour l'accès aux marchés publics¹³



- Seules 56% des entreprises interrogées considèrent que le développement de la sous-traitance dans les marchés publics est une bonne solution
- 85% des entreprises interrogées approuvent le recours à la signature électronique
- 92% des entreprises interrogées jugent positivement la dématérialisation des offres

⁹ Base : uniquement les entreprises déclarant avoir ou être intéressées par les marchés publics. « Avez-vous confiance dans les procédures des marchés publics ? »

¹⁰ Base : uniquement les entreprises déclarant avoir ou être intéressées par les marchés publics. « Jugez-vous les appels d'offres impartiaux ? »

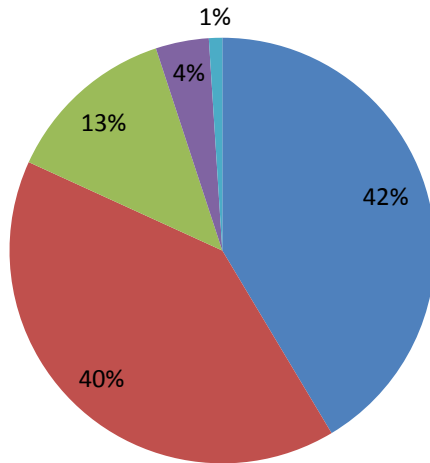
¹¹ Base : uniquement les entreprises déclarant avoir ou être intéressées par les marchés publics. « Quel est votre jugement sur les acheteurs publics ? »

¹² Base : uniquement les entreprises déclarant avoir ou être intéressées par les marchés publics

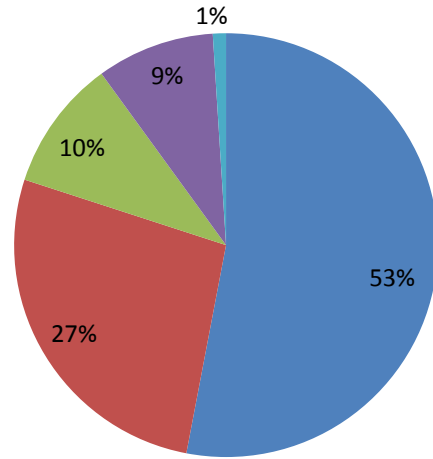
¹³ Base : uniquement les entreprises déclarant avoir ou être intéressées par les marchés publics. « Parmi les éléments suivants, ressentez-vous aujourd'hui un besoin en matière d'accès aux marchés publics ? »

Entreprises du numérique et marchés privés, une dégradation continue

Seules 5% des entreprises jugent l'accès facile¹⁴



Une situation dégradée¹⁵

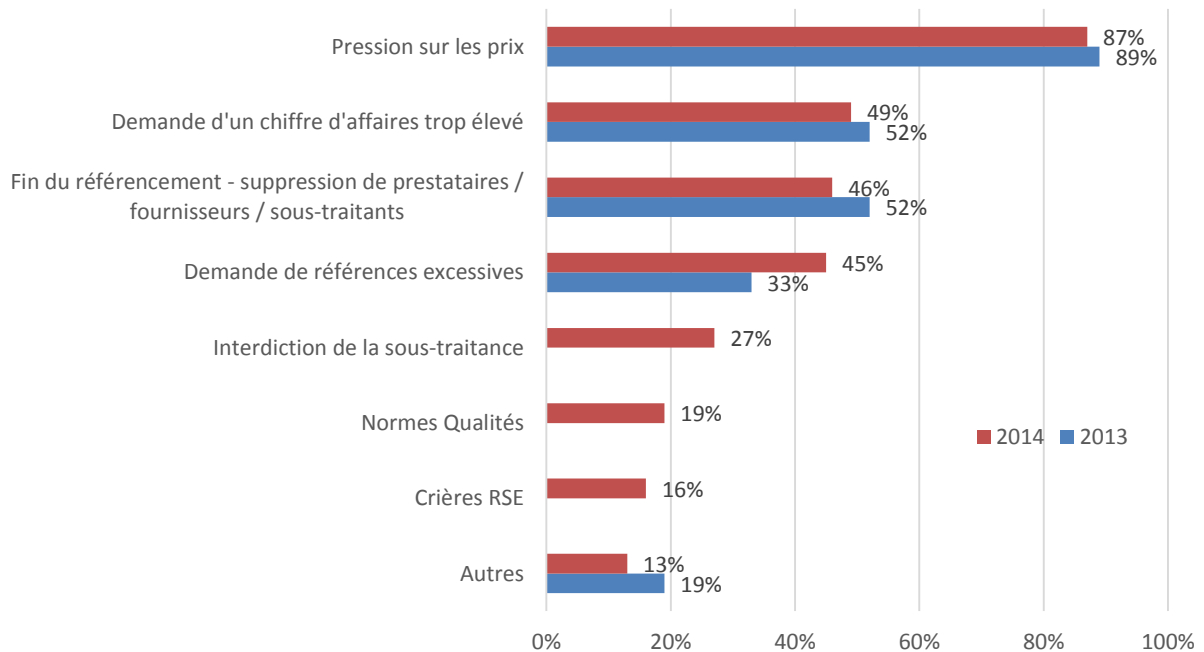


■ Plutôt difficile ■ Ni facile, ni difficile ■ Très difficile
■ Plutôt facile ■ Très facile

■ Plutôt dégradée ■ Pas de changement
■ Fortement dégradée ■ Plutôt améliorée
■ Fortement améliorée

- 59% des entreprises déclarent avoir confiance dans les procédures des marchés privés, 64% en 2013¹⁶
- 70% des entreprises déclarent avoir constaté des pratiques inappropriées de la part des services d'achats des entreprises privées, 71% en 2013¹⁷

La pression sur les prix, une pratique inappropriée généralisée et installée



¹⁴ Base : tous. « Quel est votre jugement sur l'accès aux marchés privés ? »

¹⁵ Base : tous. « En 2013, considérez-vous que la situation se soit ... ? »

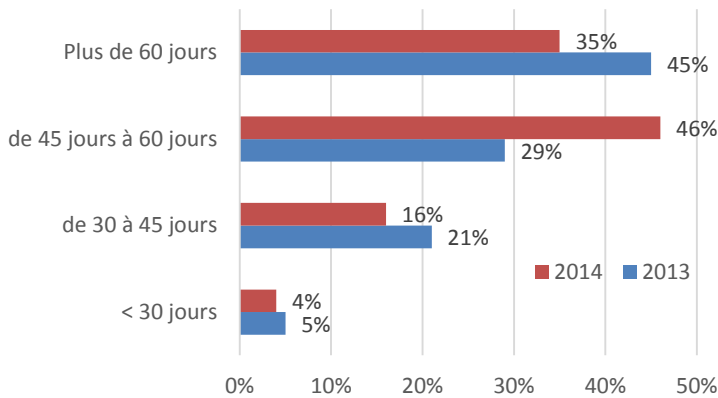
¹⁶ Base : tous. « Avez-vous confiance dans les procédures des marchés privés ? »

¹⁷ Base : uniquement les entreprises déclarant avoir ou être intéressées par les marchés publics.

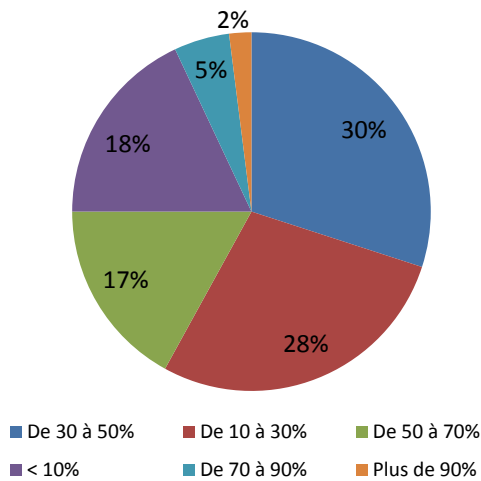
Délais de paiement, des progrès constatés

Des délais beaucoup trop longs, notamment dans le cadre des marchés publics¹⁸

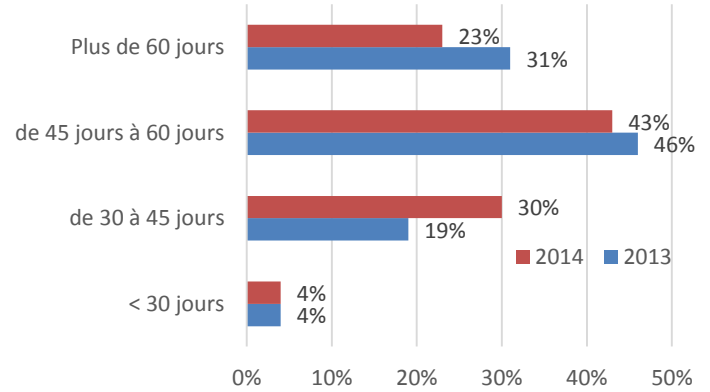
Marchés publics



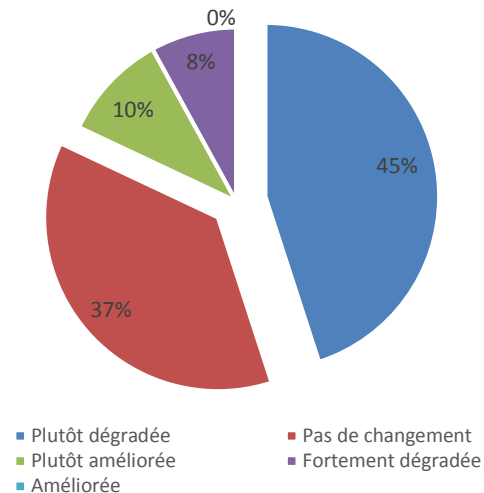
Une pratique généralisée¹⁹



Marchés privés



Un sentiment partagé d'une détérioration de la situation²⁰



- 62% des entreprises déclarent avoir constaté des pratiques inappropriées en matière de délais de paiement en 2014, 64% en 2013²¹

Un arsenal législatif jugé inadapté par 57% des entreprises en 2014, 54% en 2013²²

- Seules 20% des entreprises ont déjà demandé des pénalités de retard, et 66% d'entre elles les ont jugées insuffisantes²³
- 83% des entreprises ont déjà renoncé à des pénalités de retard, essentiellement pour ne pas mécontenter un client (93%)²⁴

¹⁸ Base : tous. « Concernant vos marchés publics / hors publics, quel est le délai moyen de paiement ? »

¹⁹ Base : tous. « En 2013, quelle est la part de vos marchés (en %), qui ont vu les délais de paiement dépassés ? »

²⁰ Base : tous. « En 2013, considérez-vous que la situation se soit... ? »

²¹ Base : tous. « En 2013, avez-vous constaté des pratiques inappropriées en matière de délais de paiement ? »

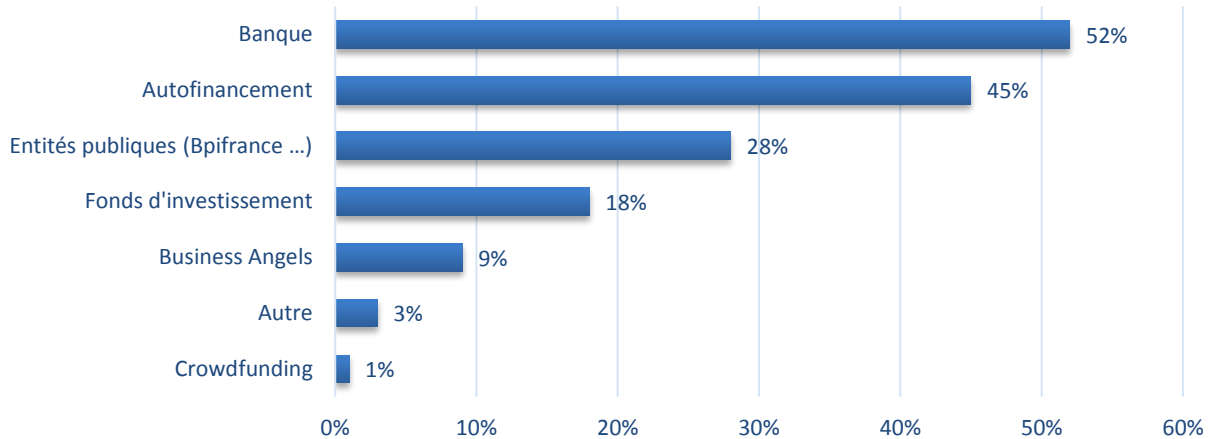
²² Base : tous. « Comment jugez-vous la législation en vigueur dans ce domaine ? »

²³ Base : tous. « Avez-vous déjà demandé des pénalités de retard ? » - « Si oui, jugez-vous ces pénalités suffisantes ? »

²⁴ Base : tous. « Avez-vous déjà renoncé à des pénalités de retard ? » - « Si oui, pourquoi ? »

Accès aux financements, les entreprises du numérique dénoncent le rôle des organismes privés

Les banques restent les premiers organismes de financement – Rôle des pouvoirs publics faible

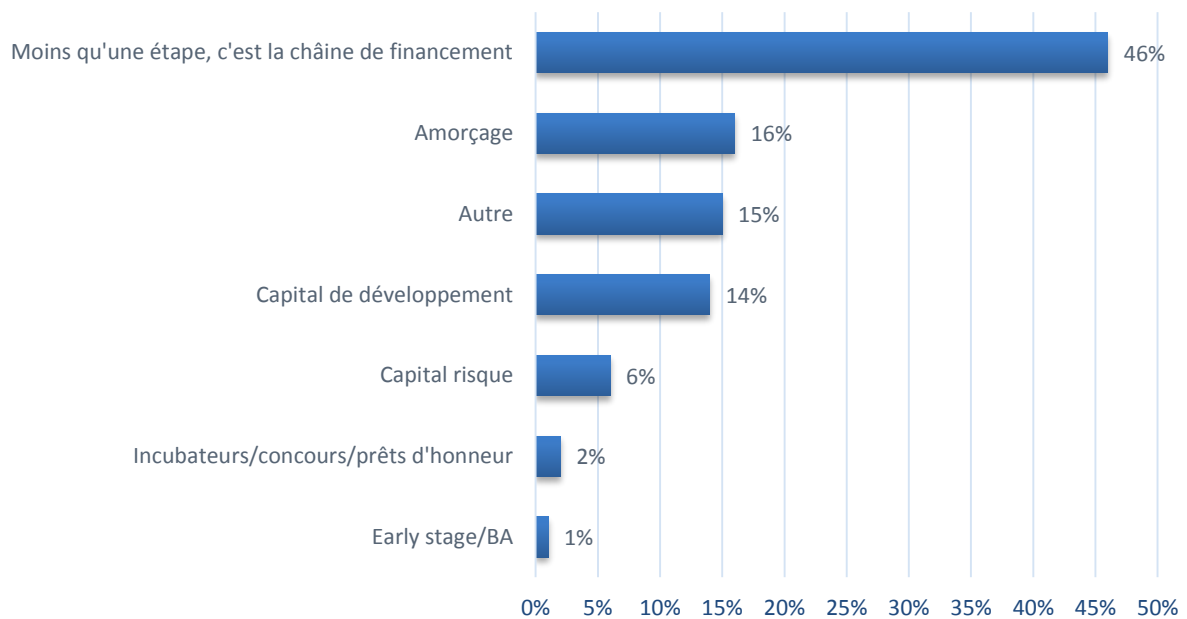


- 46% des entreprises assurent avoir eu des difficultés à obtenir ces financements, notamment auprès des organismes privés dont 56% des éditeurs.
- 44% des entreprises estiment que l'accès au financement privé s'est dégradé depuis 2008
- Seules 22% des entreprises jugent que l'accès aux financements publics s'est dégradé²⁵

A noter

- Les plateformes de crowdfunding n'ont pas ou peu été utilisées

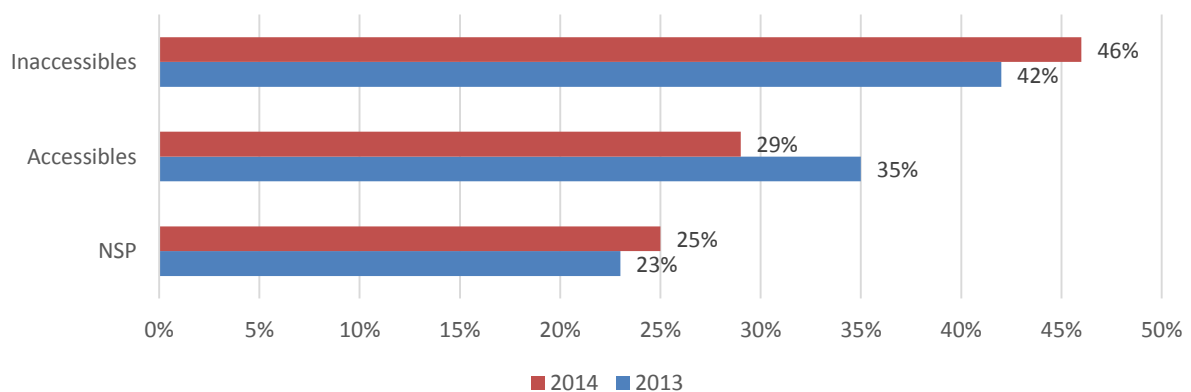
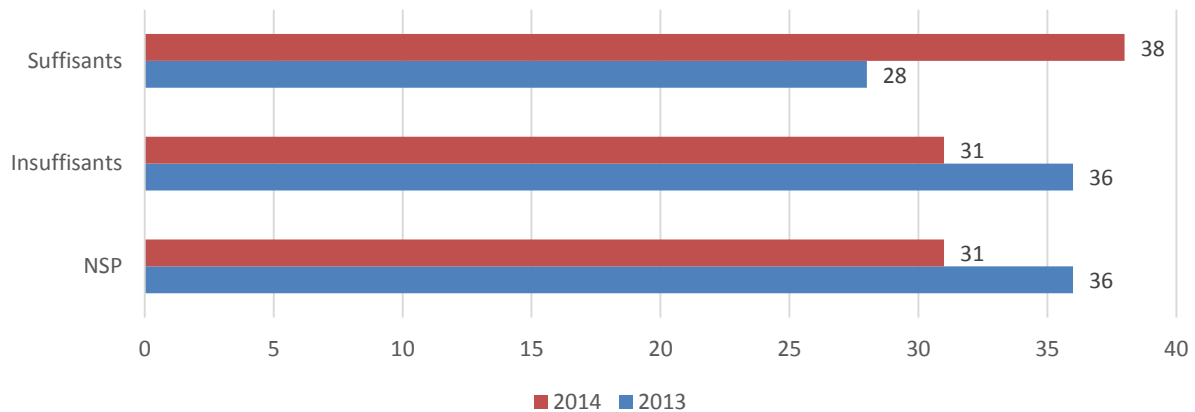
L'ensemble de la chaîne de financement est problématique pour la moitié des entreprises²⁶



²⁵ Base : tous : « En 2013, l'accès aux financements publics s'est ... ? »

²⁶ Base : tous. « Selon vous et d'après votre propre expérience, où se situent les difficultés de financement des PME »

Entreprises du numérique et financements publics, une amélioration constatée mais un jugement toujours sévère²⁷



- 67% des entreprises n'ont pas utilisé les services de Bpifrance
- Seules 13% des entreprises interrogées ont perçu une amélioration quant à l'accès aux financements publics, 22% une dégradation, 65% pas de changement

Entreprises du numérique et financements privés : des banques en deçà des attentes

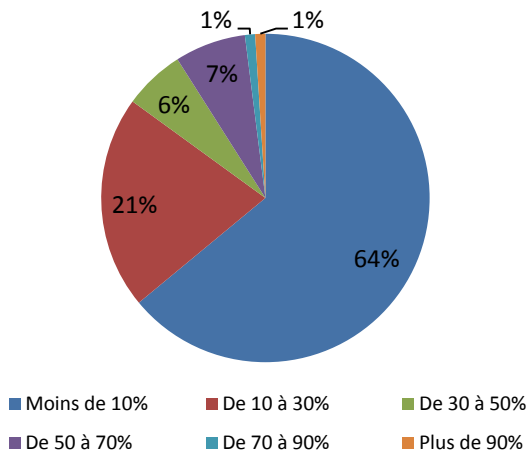
- Seules 10% des entreprises interrogées jugent que l'accès aux financements privés s'est amélioré, 44% constatent une dégradation
- 80% des entreprises jugent l'action des banques insuffisante en 2014, contre 76% en 2013²⁸
- 63% des entreprises jugent l'action des fonds d'investissement insuffisante
- 60% des entreprises jugent l'action des *business angels* insuffisante

²⁷ Base : tous : « Comment jugez-vous ces dispositifs publics ? »

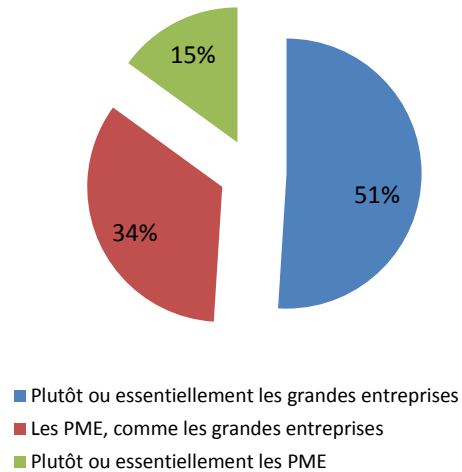
²⁸ Base : tous. « Comment jugez-vous l'action des banques... ? »

La sous-traitance, au profit des grands groupes selon les entreprises du numérique

Le recours à cette pratique reste faible²⁹

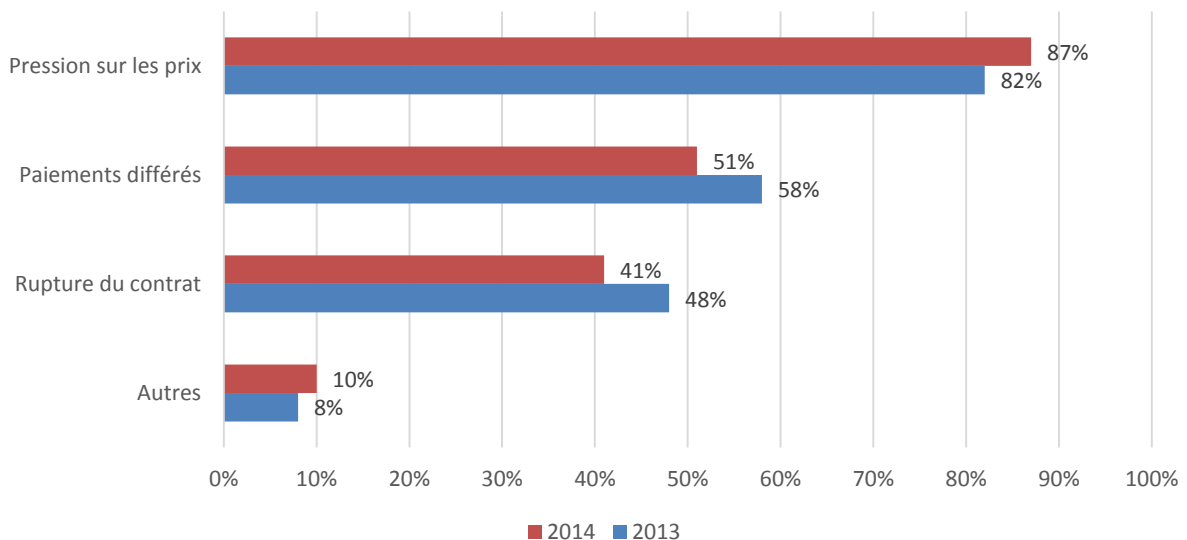


Les grands comptes, les bénéficiaires de cette pratique³⁰



La sous-traitance reste un exercice complexe et toujours plus difficile

- Seules 3% des entreprises jugent la pratique de la sous-traitance facile, contre 6% en 2013³¹
- 58% jugent que la situation est stable, 40% dégradée³²
- 58% des entreprises ont constaté des pratiques inappropriées en matière de sous-traitance en 2014, contre 50% en 2013³³
- La pression sur les prix, pratique inappropriée la plus répandue³⁴ :



²⁹ Base : tous. « En 2013, quelle est la part de votre chiffre d'affaires (en %) liée à un contrat de sous-traitance ? »

³⁰ Base : tous. « Selon vous, la sous-traitance avantage ... »

³¹ Base : tous. « Quel est votre jugement sur la pratique de la sous-traitance ? Elle est ... »

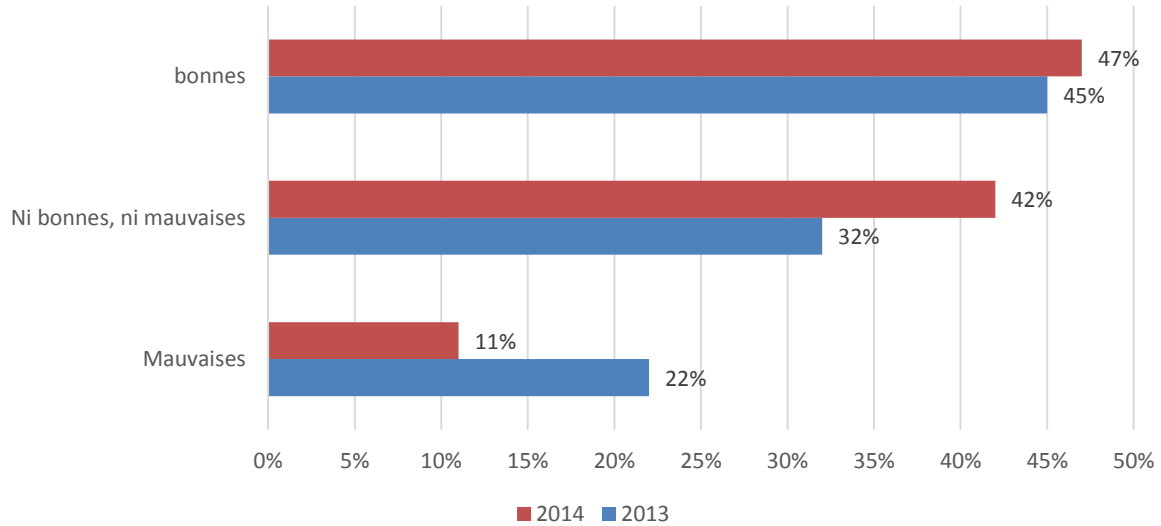
³² Base : tous. « En 2013, considérez-vous que la situation se soit ... »

³³ Base : tous. « En 2013, avez-vous constaté des pratiques inappropriées en matière de sous-traitance ? »

³⁴ Base : tous. « Pratiques inappropriées constatées en 2013 (Plusieurs réponses possibles) »

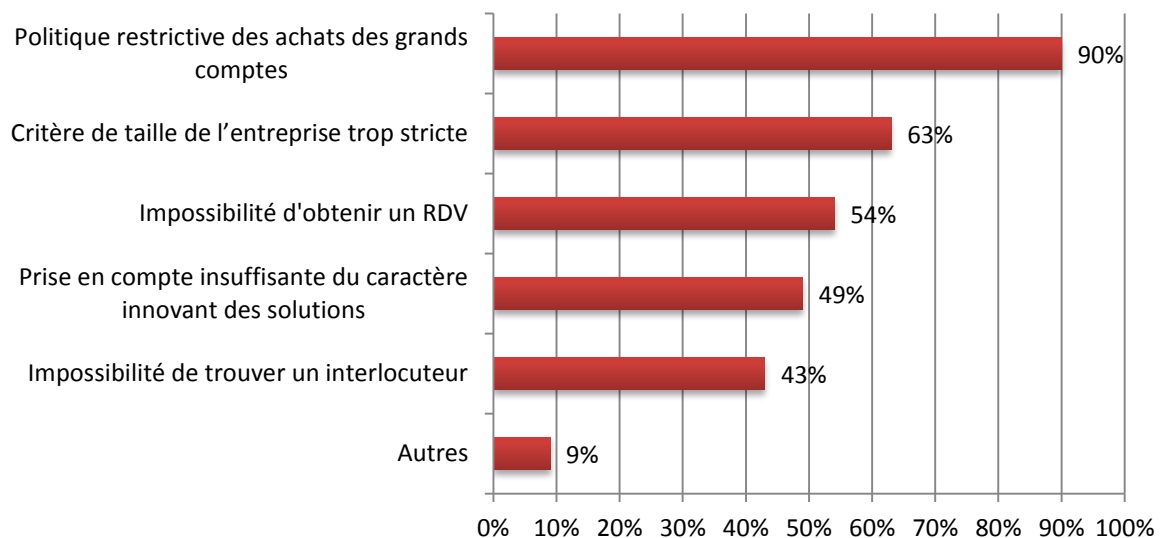
**Des relations PME – ETI/grands comptes de meilleures qualités,
mais l'accessibilité reste problématique**

Des relations satisfaisantes et améliorées avec les grands comptes³⁵



Un accès toujours plus difficile, du fait de la politique restrictive de leurs services achats

- 75% des entreprises ont eu des difficultés à entrer en relation avec un ou des nouveaux grands comptes en 2014, 80% en 2013³⁶
- Les raisons évoquées sont les suivantes (plusieurs choix possibles) :



A noter : 47% des PME / ETI ont vu un collaborateur débauché par un grand compte en 2014, contre 38% en 2013, sans contrepartie pour 81% des cas.

³⁵ Base : tous. « Quel est votre jugement sur vos relations actuelles avec vos partenaires / clients grands comptes ? »

³⁶ Base : tous. « En 2013, avez-vous eu des difficultés à entrer en relation avec un ou des nouveaux grands comptes ? » - « Si oui, pourquoi ? (plusieurs réponses possibles) »